



Concordial - Newsletter

TRADUCTION ENG/ESP/POR

Février 2025

Newsletter : Évolutions Législatives dans le Secteur Communications, Multimédia & Consulting dans 12 pays d'Afrique (2024-2025) : Maroc, Algérie, Sénégal, République Démocratique du Congo (RDC), Congo, Cameroun, Nigeria, Kenya, Angola, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire et Éthiopie

*Date : 20 février 2025*

Sommaire :

1. [Maroc](#)
2. [Algérie](#)
3. [Sénégal](#)
4. [République Démocratique du Congo \(RDC\)](#)
5. [Congo](#)
6. [Cameroun](#)
7. [Nigeria](#)
8. [Kenya](#)
9. [Angola](#)
10. [Afrique du Sud](#)
11. [Côte d'Ivoire](#)
12. [Éthiopie](#)

## **Aperçu**

Les secteurs des télécommunications, du multimédia et du consulting connaissent une transformation accélérée à travers le continent africain. En ce premier semestre 2025, nous assistons à une vague sans précédent de réformes réglementaires et d'innovations technologiques qui redéfinissent le paysage numérique africain. De l'Afrique du Nord à l'Afrique australe, les gouvernements intensifient leurs efforts pour moderniser leurs infrastructures, améliorer la connectivité et créer un environnement favorable au développement des services numériques. Cette newsletter analyse les principales évolutions législatives et technologiques dans douze pays africains, tout en présentant les perspectives pour 2025-2026.

**Maroc** (en association avec Concordial Morocco): déploiement de la 5G et modernisation des infrastructures

### Faits récents :

En avril 2025, le Maroc a finalisé son cadre réglementaire pour le déploiement commercial de la 5G, prévu pour novembre 2025. L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) a achevé la phase de validation des équipements et d'attribution des fréquences pour les opérateurs. Ce calendrier s'inscrit dans la phase finale technique et réglementaire, incluant également la finalisation des cahiers des charges des opérateurs.

Un développement majeur a été la création en mars 2025 de deux coentreprises entre les opérateurs Maroc Telecom et Inwi : Tower Co, dédiée à l'infrastructure passive de la 5G, et FiberCo, chargée de l'extension du réseau de fibre optique. Ce partenariat stratégique vise à mutualiser les ressources pour accélérer le déploiement des infrastructures numériques critiques.

### Perspectives 2026 :



Le plan national "Digital Morocco 2030" fixe des objectifs ambitieux, avec 25% de la population qui devra être couverte par la 5G d'ici fin 2025, et 70% à l'horizon 2030. Pour 2026, le gouvernement prévoit d'étendre la couverture aux zones périurbaines et industrielles stratégiques.

Le Maroc ambitionne également de devenir un hub régional pour les services de conseil en transformation numérique, avec l'établissement prévu d'un centre d'excellence en intelligence artificielle à Rabat d'ici mi-2026, destiné à former des experts et à développer des solutions adaptées au marché africain.

#### **Algérie** : Première phase du déploiement 5G et modernisation réglementaire

##### Faits récents :

En avril 2025, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a officiellement annoncé le début des préparatifs pour le déploiement de la 5G en Algérie. Cette annonce marque une étape cruciale dans la modernisation des infrastructures de télécommunications du pays, conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune.

En janvier 2025, le gouvernement algérien a lancé une stratégie numérique ambitieuse pour moderniser ses médias et renforcer leur influence, avec une transformation numérique qui répond à la rapide évolution des technologies de l'information.

##### Perspectives 2026 :

Des études d'impact sont prévues sur le projet de déploiement 5G, couvrant tous les aspects techniques, financiers et réglementaires. L'Algérie prévoit de finaliser la première phase de son réseau 5G d'ici fin 2026, principalement dans les grandes agglomérations et les zones économiques stratégiques.

Le gouvernement algérien envisage également de lancer un programme national de formation en technologies numériques avancées, visant à former 10 000 jeunes experts d'ici 2026, en partenariat avec des entreprises internationales de conseil.

#### **Sénégal** : Transformation numérique et cadre réglementaire innovant

##### Faits récents :

Le Sénégal a continué en 2025 la mise en œuvre de sa stratégie "Sénégal numérique 2025", qui incarne l'ambition du pays de maintenir sa position de leader innovant. Cette stratégie comprend trois prérequis fondamentaux : le cadre juridique et institutionnel, le capital humain, et la confiance numérique.

Un élément clé de cette stratégie est l'accent mis sur le renforcement de la formation professionnelle pour développer les compétences numériques requises et impulser la créativité et l'innovation.

##### Perspectives 2026 :

Pour 2026, le Sénégal prévoit de finaliser la couverture nationale en fibre optique et de mettre en place des infrastructures adaptées pour garantir l'accès en tout point du territoire aux services de télécommunications de qualité.

Le pays ambitionne également de porter la contribution du numérique au PIB à 10% à l'horizon 2026, avec un objectif de création de 35 000 emplois directs dans le secteur. Un accent particulier sera mis sur le développement de l'industrie du conseil numérique, avec des incitations fiscales pour les entreprises locales et internationales s'établissant dans les nouveaux pôles technologiques de Dakar et de Diamniadio.

## **République Démocratique du Congo** : digitalisation des services et infrastructures rurales

### Faits récents :

En 2025, la RDC a poursuivi ses efforts de modernisation du cadre réglementaire des télécommunications, notamment avec le lancement d'un projet d'étude de faisabilité pour l'Agence Africaine de Réduction des Risques (ARMA), qui établira le fondement juridique et opérationnel pour cette institution innovante.

Le pays a également renforcé son service universel des télécommunications, un droit qui consiste à permettre l'accès aux services de télécommunications sur l'ensemble du territoire national.

### Perspectives 2026 :

La RDC prévoit de réviser en profondeur son Code des Télécommunications d'ici mi-2026, avec un accent particulier sur l'expansion de l'accès universel et le financement des services publics liés au développement des télécommunications et des TIC.

Un vaste programme d'infrastructure numérique est également prévu, avec l'objectif d'étendre la couverture réseau à 80% du territoire d'ici fin 2026, grâce à des partenariats public-privé et des financements internationaux.

## **Congo** : expansion du réseau de fibre optique et connectivité régionale

### Faits récents :

En février 2025, Silicone Connect a annoncé son projet d'achever la couverture du réseau de fibres du Congo d'ici à la mi-2025. Cette société, créée en 2020 dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement congolais, exploite et commercialise le réseau national de fibre optique.

Depuis sa création, Silicone Connect a considérablement amélioré la capacité du réseau, la faisant passer de 10 Gbps à 400 Gbps en 2024, garantissant ainsi une connectivité ultra-rapide et fiable.

### Perspectives 2026 :

Le gouvernement congolais prévoit d'étendre son réseau de fibre optique aux zones rurales prioritaires d'ici fin 2026, avec pour objectif de connecter 60% de la population.

En parallèle, le Congo envisage de développer un hub régional de services numériques, en créant un environnement favorable pour les entreprises de conseil en transformation numérique et en intelligence artificielle, avec des incitations fiscales spécifiques qui devraient être annoncées d'ici début 2026.

## **Cameroun** : gouvernance numérique et infrastructures partagées

### Faits récents :

En janvier 2025, le Ministère des Postes et Télécommunications du Cameroun a organisé des consultations nationales pour élaborer une feuille de route du secteur, sous le thème "relever ensemble le défi de la gouvernance dans le secteur des postes, des télécommunications et TIC, pour un Cameroun émergent".

Cette initiative visait à définir une stratégie d'actions pour renforcer la gouvernance dans le secteur, améliorer sa contribution à l'émergence du Cameroun, et impliquer l'ensemble des acteurs dans l'élaboration des stratégies de développement.



#### Perspectives 2026 :

Pour 2026, le Cameroun prévoit de mettre en œuvre un programme d'infrastructures partagées pour les opérateurs de télécommunications, visant à réduire les coûts d'exploitation et à améliorer la couverture réseau dans les zones rurales.

Le gouvernement envisage également de lancer un incubateur national pour les start-ups spécialisées dans les services de conseil numérique, avec l'objectif de créer un écosystème local dynamique capable de soutenir la transformation numérique des entreprises et des administrations camerounaises.

#### **Nigeria** : réforme réglementaire et extension des réseaux 5G

##### Faits récents :

En mars 2025, la Commission Nigériane des Données (NDPC) a publié la Directive d'Application et de Mise en Œuvre Générale (GAID) 2025 pour opérationnaliser les réglementations dans le secteur des communications.

La Commission Nigériane des Communications (NCC) a également introduit de nouvelles réglementations dans le cadre de la loi nigériane sur les communications de 2003, visant à renforcer la protection des consommateurs et la qualité des services dans le secteur des télécommunications.

##### Perspectives 2026 :

Le Nigeria prévoit de finaliser la modernisation de son cadre réglementaire d'ici mi-2026, avec un accent particulier sur l'application de normes de qualité de service plus strictes et des amendes pouvant atteindre 15 millions de nairas pour les opérateurs qui ne respectent pas ces normes.

Le pays ambitionne également d'étendre la couverture 5G à 40% de sa population d'ici fin 2026, en se concentrant sur les zones urbaines et les pôles économiques stratégiques. Un programme de formation en compétences numériques avancées est également prévu, visant à former 50 000 jeunes Nigériens aux métiers de la communication digitale et du conseil en transformation numérique.

#### **Kenya** : modernisation législative et infrastructures numériques

##### Faits récents :

En mars 2025, le Kenya a publié le projet de loi d'amendement de l'information et de la communication de 2025, visant à moderniser le cadre réglementaire du secteur.

Cette réforme législative s'inscrit dans la stratégie du Kenya pour renforcer sa position de leader technologique en Afrique de l'Est, en créant un environnement favorable à l'innovation numérique et au développement des services de communication avancés.

##### Perspectives 2026 :

Le gouvernement kenyan prévoit de lancer un programme national d'infrastructures numériques d'ici début 2026, avec l'objectif d'étendre la couverture haut débit à 90% de la population.

En parallèle, le Kenya envisage de créer une zone économique spéciale dédiée aux services numériques et au conseil en technologies de l'information, visant à attirer les investissements étrangers et à positionner le pays comme un hub régional pour les services numériques à haute valeur ajoutée.

## **Angola** : lutte contre la désinformation et cybersécurité

### Faits récents :

En avril 2025, le gouvernement angolais a lancé une consultation publique sur deux projets de loi cruciaux : l'un ciblant la diffusion de fausses informations sur internet, et l'autre axé sur le renforcement des mesures de cybersécurité.

Ces initiatives, pilotées par le Ministère des Télécommunications, des Technologies de l'Information et de la Communication Sociale (MINTTICS), visent à protéger les processus démocratiques, assurer la sécurité nationale et créer un environnement numérique plus sûr pour les citoyens.

### Perspectives 2026 :

L'Angola prévoit d'adopter sa loi sur la cybersécurité d'ici début 2026, établissant un cadre national robuste incluant un plan opérationnel de cyber-défense, le développement d'unités cyber spécialisées et la formation de personnel qualifié.

Le pays envisage également de lancer une stratégie nationale de transformation numérique d'ici mi-2026, avec un accent particulier sur le développement des compétences locales en conseil numérique et en intelligence artificielle, visant à réduire la dépendance aux consultants étrangers.

## **Afrique du Sud** : évolution réglementaire et développement des infrastructures 5G

### Faits récents :

En janvier 2025, les opérateurs de réseaux mobiles sud-africains ont anticipé une série de changements réglementaires impactant leurs activités cette année.

Les opérateurs attendaient notamment des modifications concernant la réglementation des numéros, le développement de plans d'attribution de fréquences, et une attention accrue du régulateur de l'information sur les appels indésirables et le télémarketing.

### Perspectives 2026 :

L'Afrique du Sud prévoit de clarifier sa position sur le réseau d'accès ouvert de gros (WOAN) d'ici début 2026, une initiative qui vise à opérer comme un réseau unique vendant du spectre à haute demande aux opérateurs de télécommunications sur une base de gros.

Le pays ambitionne également de devenir un leader continental dans le conseil en transformation numérique, avec le lancement prévu d'un programme national d'incubation pour les entreprises spécialisées dans les services numériques avancés, soutenu par des partenariats avec des universités et des entreprises technologiques internationales.



## **Côte d'Ivoire** : nouvelle loi sur les communications électroniques et transformation digitale

### Faits récents :

En 2024, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une nouvelle loi sur les communications électroniques (loi n° 2024-356 du 6 juin 2024), qui abroge l'ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication.

Cette nouvelle loi apporte de nombreuses innovations majeures, notamment en définissant un régime juridique moderne des activités exercées dans le secteur des communications électroniques et en mettant en place des règles pour une protection efficace des réseaux d'infrastructures.

### Perspectives 2026 :

La Côte d'Ivoire prévoit de finaliser l'implémentation de sa nouvelle loi sur les communications électroniques d'ici mi-2026, avec la mise en place de l'ensemble des décrets d'application et des structures de gouvernance prévues.

Le gouvernement ivoirien envisage également de lancer un programme national de développement des services numériques à haute valeur ajoutée, visant à positionner le pays comme un hub régional pour les activités de conseil en transformation digitale et en intelligence artificielle d'ici fin 2026.

## **Éthiopie** : libéralisation du secteur et développement des infrastructures numériques

### Faits récents :

En 2025, l'Éthiopie a poursuivi sa politique de libéralisation du secteur des télécommunications, en accordant de nouvelles licences à des opérateurs privés et en modernisant son cadre réglementaire pour favoriser la concurrence et l'innovation.

Le pays a également investi massivement dans le développement de ses infrastructures numériques, notamment avec l'extension de son réseau de fibre optique et la préparation du déploiement de la 5G dans les principales zones urbaines.

### Perspectives 2026 :

L'Éthiopie prévoit de lancer son réseau 5G commercial d'ici fin 2026, initialement dans la capitale Addis-Abeba et les principales villes du pays, avant une extension progressive aux zones rurales.

Le gouvernement éthiopien envisage également de créer un centre d'excellence en technologies numériques d'ici mi-2026, destiné à former les talents locaux et à développer un écosystème d'entreprises spécialisées dans le conseil en transformation numérique et en intelligence artificielle.

## **En résumé, l'Afrique** est à l'aube d'une révolution numérique

L'année 2025 marque un tournant décisif pour le secteur des communications, du multimédia et du consulting en Afrique. Les pays du continent intensifient leurs efforts pour moderniser leurs cadres réglementaires, développer leurs infrastructures numériques et créer un environnement favorable à l'innovation et à la transformation digitale.

Le déploiement de la 5G, l'extension des réseaux de fibre optique, la modernisation des cadres législatifs et le développement des compétences numériques sont au cœur des stratégies nationales. Ces initiatives visent non seulement à améliorer la connectivité et l'accès aux services numériques, mais aussi à positionner l'Afrique comme un acteur incontournable de l'économie numérique mondiale.

Pour 2026, les perspectives sont prometteuses, avec des objectifs ambitieux en termes de couverture réseau, de création d'emplois dans le secteur numérique et de développement de services à haute valeur

## *Concordial*

ajoutée. L'émergence d'un écosystème africain de conseil en transformation numérique et en intelligence artificielle constitue également une tendance majeure, reflétant la volonté des pays africains de réduire leur dépendance aux expertises étrangères et de valoriser leurs talents locaux.

Dans ce contexte de transformation rapide, les entreprises et les organisations qui sauront anticiper ces évolutions et s'adapter aux spécificités des marchés africains seront les mieux positionnées pour saisir les opportunités offertes par cette révolution numérique en marche.